



## LES OSC AU CŒUR DU DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE : UN PARTENARIAT CONSTRUCTIF AVEC LES PARLEMENTAIRES POUR UNE GESTION TRANSPARENTE DES RESSOURCES PUBLIQUES

Conformément à la Loi portant Régime financier de l'Etat et des autres entités publiques d'une part et du Décret portant calendrier du budget de l'Etat d'autre part, chaque année et ce depuis 2020, le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue un moment clé dans la vie démocratique du Cameroun. Il permet de fixer les grandes orientations budgétaires pour les trois années à venir et d'établir les priorités en termes de dépenses publiques. Traditionnellement réservé aux acteurs politiques et administratifs, ce processus est aujourd'hui en train d'évoluer, avec une participation accrue de la société civile. En effet, celle-ci joue un rôle de plus en plus actif dans la préparation du DOB, contribuant ainsi à une gestion plus transparente des ressources publiques.

Ainsi l'un des principaux avantages de l'implication de la société civile est sa capacité à apporter un regard critique sur les choix budgétaires proposés. Grâce à leur expertise, ces acteurs sont en mesure d'analyser les politiques publiques et d'évaluer leur impact réel sur la société. Ils peuvent ainsi formuler des recommandations précieuses, basées sur des données factuelles, pour une allocation plus efficace et équitable des ressources publiques.



En 2023, le DOB a été un moment clé dans le processus législatif où les parlementaires ont examiné et débattu des grandes orientations budgétaires et financières du gouvernement pour les années 2024-2026. Ce débat préalable à l'examen du projet de loi de finances a permis aux parlementaires d'interroger le gouvernement sur les orientations en termes de transparence et choix budgétaires. Afin de garantir un bon déroulement du DOB, la société civile est passée par certaines étapes essentielles et propices à un débat constructif. Cet article vous présente les actions des OSC qui ont favorisé ces résultats positifs.



## A. PREPARATION EN AMONT DU DEBAT

Avant le débat, il a été nécessaire de réaliser une préparation minutieuse avec les parlementaires afin d'assurer la qualité des échanges. Voici quelques étapes clés :

- Actualisation du réseau national des parlementaires dans la lutte contre les Flux Financiers Illicites et la fiscalité (APNIFFT-Cameroun) avec une présentation du caucus national Cameroun qui a été signé par les parlementaires en 2022 pour l'amélioration de gouvernance budgétaire ;
- Analyse du cadre juridique qui encadre le DOB, avec le Caucus Camerounais des Parlementaires sur les Flux Financiers Illicites et la Fiscalité (Caucus-APNIFFT) afin de formuler des recommandations et orientations politiques aux différents acteurs de la mise en œuvre du DOB pour promouvoir une participation citoyenne active et significative dans le processus budgétaire au Cameroun ;
- Proposition des Questions Orales aux parlementaires afin d'alimenter le DOB de la session de juin 2023 avec des informations nécessaires.

## B. RESULTATS

- Mise à jour des membres de la plateforme du réseau OSC-Parlementaire :***

Les participants ont exprimé leur engagement continu envers la lutte contre les Flux Financiers Illicites et ont convenu de travailler ensemble pour atteindre les objectifs du réseau tant au plan national que continental.

- Renforcement du cadre juridique fixant les modalités d'organisation du Débat d'Orientation Budgétaire :***

Le mauvais déroulement du DOB en 2022 a permis aux Bureaux de Chambres parlementaires de procéder à la signature d'arrêtés portant modalités d'organisation du DOB. Grâce à l'analyse des OSC sur les limites du cadre juridique et les risques de conséquences des recommandations ont été formulées et adoptées pour un DOB inclusif, effectif et efficace. C'est ainsi que le public a assisté à un DOB, tenu à temps, dans les temps et effectivement animé, en juin 2023.

- Amélioration de la démocratie parlementaire :***

La participation de la société civile dans le débat d'Orientation Budgétaire a contribué à renforcer la démocratie parlementaire. En incluant les voix et les perspectives de la société civile, les parlementaires ont pu prendre des positions plus éclairées fondées sur des éléments concrets et mieux représenter les intérêts de la population. Ce partenariat a favorisé un dialogue ouvert et constructif entre les parlementaires et le gouvernement renforçant la confiance entre les élus et les citoyens, ainsi que la légitimité du processus démocratique.

- Gestion transparente des ressources publiques, en particulier dans le secteur extractif :***

Grâce à leur participation active dans le DOB, le Caucus Camerounais APNIFFTI a formulé au gouvernement des orientations pour surveiller les flux financiers, lutter contre la corruption et promouvoir une utilisation transparente des revenus du secteur extractif, sans oublier l'émergente question sur la transition énergétique au Cameroun



*L'implication croissante de la société civile dans le débat d'Orientation Budgétaire représente une avancée significative vers une gestion transparente des ressources publiques. En apportant leur expertise et leur diversité de perspectives, les acteurs de la société civile contribuent à une prise de décision plus éclairée et à une meilleure allocation des ressources. Ce partenariat constructif entre la société civile et des décideurs politiques permet de renforcer la démocratie et de répondre de manière plus adéquate aux besoins de la population. Il est donc essentiel de continuer à encourager et à soutenir cette participation active de la société civile dans le débat d'Orientation Budgétaire.*

### C. QUELQUES REPONSES DE L'EXECUTIF (MINISTRE DES FINANCES) AUX PARLEMENTAIRES

#### CONCERNANT LA PRESENTATION ET L'ORGANISATION DU DOB

"Dans l'optique de l'atteinte des objectifs escomptés, le Parlement et le Gouvernement devraient mener des réflexions afin de trouver la formule la mieux adaptée pour améliorer son efficacité"

#### AU SUJET DES CLARIFICATIONS SUR L'AFFAIRE GLENCORE

"Au niveau du MINFI, (membre de l'ITIE) nous avons saisi la SONARA et la SNH...Un audit a été commis et les instructions restent attendues"

#### AU SUJET DU BENEFICIAIRE EFFECTIF

"Le Cameroun a adhéré à cette norme internationale. Le Gouvernement participe à ces travaux et un texte d'application a été soumis au Premier Minstre"

#### SURVEILLANCE DU CAMEROUN EN MATIERE DE BLANCHIMENT DES CAPITAUX

"Le Cameroun est sous surveillance du fait du retard accusé dans la publication et l'application des texte sur le bénéficiaire effectif"